

Etats-Unis

Trump, un iconoclaste à la Maison Blanche

M. A.
Libreville/Gabon

ELU le 8 novembre 2016 à la surprise générale – la même qui l'a vu, les mois précédents, écarter les uns après les autres ses adversaires de la primaire républicaine – Donald Trump est investi comme 45e président des Etats-Unis le **20 janvier 2017**. Très vite, le magnat de l'immobilier, réputé imprévisible, bouscule tout : sur le plan intérieur où il s'attaque à l'héritage de son prédécesseur Barack Obama comme sur le plan international où il suscite l'incompréhension de ses alliés. Il est vrai qu'"America First" ("l'Amérique d'abord") est le slogan sur lequel il a été élu.

Conséquence : une série de décisions spectaculaires qui sont autant d'attaques contre le multilatéralisme. D'abord, l'acte de retrait des Etats-Unis du traité de libre-échange transpacifique, qu'il avait qualifié de "terrible", qu'il signe dès le **23 janvier**. Ensuite le décret anti-immigration, signé dans la foulée le **27 janvier**. Un texte immédiatement contesté et partiellement bloqué par la justice fédérale, générant de surcroît la confusion. Autre retrait, celui de l'accord de Paris sur le climat (au nom de la défense des emplois américains) qu'il annonce le **1er juin**, au risque de provoquer une onde de choc mondiale pour les 194 autres pays signataires de ce texte historique. On n'oublie pas la remise en cause, lors d'un



Photo : AFP

Le président Donald Trump (ici depuis sa résidence de Palm Beach, en Floride).

discours le **13 octobre**, de l'Accord nucléaire du 14 juillet 2015 avec l'Iran. Ni sa reconnaissance, le **6 décembre**, de Jérusalem comme capitale d'Israël. Une décision, malgré les pressions diplomatiques de dernière minute, condamnée à une très

large majorité (128 votes favorables, 35 abstentions et 9 votes défavorables) par l'Assemblée générale des Nations unies en sa session du **21 décembre**. Il faut dire que, sur la première année de Donald Trump à la Maison Blanche, la diplomatie

américaine a enregistré peu de succès, échouant de surcroît à désamorcer deux bombes à retardement : l'Iran, justement, et la Corée du Nord. Qu'importe : toutes les principales annonces chez ce "briseur d'icônes" paraissent avant tout destinées à son électorat. Il reste que les critiques ne manquent pas, qui pourraient aller en s'amplifiant. Peut-être au point de donner raison au sénateur républicain Jeff Flake qui, le **24 décembre**, pronostiquait de la concurrence au président – au cas où il serait candidat à sa succession – lors des primaires républicaines de 2020, alors que les présidents sortants aux Etats-Unis sont généralement les candidats naturels de leur parti à la fin de leur premier mandat.

France

Macron, l'homme qui a tout renversé

M. A.
Libreville/Gabon

PERSONNE – ou presque – ne l'avait vu venir. Le **7 mai 2017**, au prix d'un incroyable tour de force et à la tête de son mouvement "En Marche !", créé ex nihilo un an auparavant, Emmanuel Macron est, à 39 ans, élu président de la République, devançant largement la candidate du Front national, Marine Le Pen. C'est que ce centriste pro-européen aura réussi à écarter, pour la première fois, de l'Elysée les deux grands partis de gouvernement, le Parti socialiste et Les Républicains (LR).

Le séisme politique ainsi créé ne s'arrête pas à son élection. Il choisit pour Premier ministre, le **15 mai**, un membre du parti Les Républicains, précisément, Édouard Philippe. Et son gouvernement, resserré, associe personnalités des deux bords politiques et représentants de la société civile. Dans un style et suivant une méthode bien à lui mais aussi conformément à une promesse de campagne ("*Bâtir une France nouvelle*"), il ouvre plusieurs chantiers et fait voter de nombreux textes législatifs (moralisation de la vie publique, Code du travail, Impôt sur la fortune immobilière, etc). Non sans dégâts, toutefois, sur sa cote de popu-



Photo : AFP

Le président Emmanuel Macron sur le perron de l'Elysée.

larité : de 62% à son élection, elle retombe à 45% d'opinions favorables le **15 octobre**, c'est-à-dire cinq mois après. Mais avec ce président

"chamboule-tout", on n'est pas à un retournement de situation près. Il enregistre ainsi – fait inédit – un net rebond dans un sondage publié le **19 décembre** :

54% des Français interrogés estiment qu'il est "*un bon président de la République*", contre 46% à penser le contraire. De quoi inspirer le célèbre hebdomadaire britannique The Economist qui, faisant le **21 décembre** de la France le "*pays de l'année*", a vu en Emmanuel Macron l'homme qui, avec son mouvement, a "*balayé l'ancien régime*". D'où également sa place (34e tout de même) comme première personnalité politique citée dans le Top 50 Ifop publié le **24 décembre** par le Journal du dimanche. Autant dire que c'est dans une douce euphorie que le jeune président a fêté le **21 décembre** ses 40 ans.

Zimbabwe

Mugabe : la chute d'un dinosaure

M. A.
Libreville/Gabon

IL rêvait d'exercer le pouvoir jusqu'à ses 100 ans. Plus vieux dirigeant au monde, Robert Mugabe, 93 ans, a dû l'abandonner formellement le **21 novembre 2017**, au profit d'Emmerson Mnangagwa, l'homme par qui la chute de ce dinosaure (37 ans de pouvoir), finalement, est arrivé. Car, en limogeant le **6 novembre** son vice-président présenté comme son dauphin, le "camarade Bob" a provoqué une crise politique majeure au Zimbabwe. Sa décision ouvrant apparemment un boulevard dans la course à sa succession à son épouse Grace, qu'il avait déjà intronisée en décembre 2014 à la présidence de la

puissante Ligue féminine. Inacceptable aux yeux de l'armée, pourtant soutien traditionnel du régime. Dans la nuit du **14 au 15 novembre**, elle intervient dans les rues de Harare, la capitale, puis place le chef de l'Etat en résidence surveillée. Lequel est lâché, à son tour, par son propre parti, la Zanu-PF, qui le menace de destitution. D'autant que le vieux président s'engage dans un baroud d'honneur hallucinant symbolisé à la fois par une apparition publique à l'université de Harare le **17 novembre** alors qu'il est en principe assigné à résidence et par une intervention tout aussi surréaliste à la télévision. Ce soir du **19 novembre**, défiant les appels à la démission, Robert Mugabe annonce son intention de présider... les débats du pro-



Photo : AFP

Lâché de toutes parts, Robert Mugabe, 93 ans, a dû se résoudre à quitter un pouvoir qu'il détenait d'une main de fer depuis 37 ans.

chain congrès de son parti, la Zanu-PF, qui l'a pourtant lâché plus tôt dans la journée. Mais c'était aussi le chant du cygne, sa démission intervenant donc le 21 novembre. Le **24 novembre**, Emmerson Dambudzo Mnangagwa, 75 ans, endosse les habits de président, fonction qu'il

occupera jusqu'aux élections prévues à la mi-2018. -----
• **Ils sont aussi partis - Yahya Jammeh (Gambie)**. A la tête de la Gambie qu'il dirige d'une main de fer depuis 22 ans, Yahya Jammeh organise et perd, contre toute attente, le scrutin présidentiel face au can-

didat unique de l'opposition, Adama Barrow. Après avoir surpris, en reconnaissant sa défaite, il se ravise et entre en résistance. Devant la pression de la communauté internationale et des troupes de la Cédéao, il est contraint à l'exil (doré), le **21 janvier 2017**, en Guinée équatoriale.
- **Eduardo dos Santos**. Lui est sorti en quelque sorte par la grande porte, ayant organisé sa succession. A 74 ans et après 38 ans de pouvoir, Eduardo Dos Santos cède en effet la place au candidat du parti, Joao Lourenço, qui gagne la présidentielle du **23 août 2017**. Preuve qu'il s'y est bien préparé, il bénéficie d'une retraite royale, d'une immunité totale et conserve, en prime, la présidence du parti au pouvoir.

L'Afrique en bref

• **Liberia. Weah : des terrains de foot aux marches du palais**

La troisième tentative aura été la bonne. Enfant des bidonvilles de Monrovia devenu star planétaire du foot dans les années 1990, George Weah a réalisé le rêve de sa seconde vie en devenant le **28 décembre** président du Liberia, pays traumatisé par la guerre civile, qu'il entend réconcilier avec lui-même.

• **Libye/Crise sans fin**

La Libye reste engluée dans une interminable crise de transition sans solution crédible en vue, en dépit de la signature il y a deux ans d'un accord politique censé mettre fin au chaos et aux profondes divisions entre camps rivaux. Un accord arrivé théoriquement à expiration le **17 décembre**.

• **RD Congo. Processus électoral à rallonge**

Cette fin d'année aurait dû voir se tenir les élections générales dans le pays, conformément à l'accord de la Saint-Sylvestre 2016. Las, de louvoisements en bravades et alors que les violences s'accroissent, dans les Kasai en particulier, la Céni a annoncé le **5 novembre 2017** un nouveau calendrier pour le 23 décembre 2018.

A travers le monde



Photo : AFP

• **Corée du Nord. La montée du péril nucléaire**

La Corée du Nord a accéléré le rythme en 2017 dans sa course folle vers l'arme nucléaire – son sixième essai, le **3 septembre**, est le plus puissant à ce jour –, ravivant des craintes d'un conflit atomique dignes des pires heures de la Guerre froide.

• **Espagne/La Catalogne sous tutelle**

Le **1er octobre**, un référendum sur l'indépendance en Catalogne est organisé en dépit de son interdiction par la justice espagnole. Le **27**, le Parlement catalan proclame unilatéralement l'indépendance. Madrid place la région sous tutelle, destituant le gouvernement régional et dissolvant le Parlement pour convoquer de nouvelles élections régionales. Le président catalan destitué Carles Puigdemont se réfugie à Bruxelles pour échapper aux poursuites judiciaires.

• **Syrie-Irak. L'EI défait militairement**

L'année 2017 a vu la déroute du groupe État islamique (EI), qui a perdu la quasi-totalité des terres de son "*califat*" auto-proclamé en Irak et en Syrie, mais a prouvé qu'il s'adaptait et continuait de représenter une menace, soulignent experts et officiels.